

LES ÉTATS GÉNÉRAUX

Un événement coloré mais pauvre en contenu

Une analyse de **JEAN-PIERRE PROULX**

Si les États généraux sur la qualité de l'éducation ont été, par leur ampleur, un événement majeur dans la vie québécoise des récentes années, force est de constater qu'au plan du contenu le résultat est plutôt maigre.

Pour mesurer la portée réelle de ces assises, il faut partir des objectifs qu'on leur avait assignés. Au premier chef, on voulait « amener le plus grand nombre possible d'intervenants à prendre un temps d'arrêt pour faire le point sur les forces et les faiblesses du système d'enseignement ».

Il ne fait aucun doute qu'au plan quantitatif, ce premier objectif a été largement atteint. Avoir réuni près de 6.000 personnes au Palais des congrès pour discuter de pédagogie pendant deux jours et demi constitue un véritable exploit, sans compter que plus de 3.700 personnes avaient déjà participé l'automne et l'hiver derniers à une dizaine de rencontres régionales. Ce succès démontre l'intérêt réel que soulève toujours l'éducation au Québec. La conscience, même confuse, des enjeux sociaux que représente la qualité de l'éducation

Voir page 8: États généraux

Washington exhorte ses alliés à adopter des sanctions contre la Libye et ses diplomates

WASHINGTON (AFP) — Washington a appelé, hier, ses alliés à expulser les diplomates libyens qui seraient impliqués dans des actes terroristes. La Maison-Blanche étudie aussi d'éventuelles représailles militaires contre Tripoli, soupçonné d'avoir joué un rôle dans l'attentat de Berlin-Ouest.

« Là où il y a des indications ou des raisons de penser que les bureaux du peuple libyen (représentations diplomatiques) sont engagés dans des activités terroristes effectives ou potentielles, il est certainement à l'avantage du pays hôte de prendre des mesures contre ceux qui présentent de telles menaces », a déclaré le porte-parole du département d'État, M. Bernard Kab. Il a souligné que l'inquiétude des États-Unis était partagée par d'autres pays en notant que la France avait expulsé deux diplomates libyens.

Le gouvernement américain de M. Ronald Reagan s'efforce donc une nouvelle fois de mobiliser ses alliés européens contre la Libye à la suite des attentats contre l'avion de la TWA et une discothèque fréquentée par des soldats américains à Berlin-Ouest.

Washington voudrait notamment que ses alliés ferment ou contrôlent plus étroitement les représentations libyennes, les « bureaux du peuple libyen » en Europe et surveillent davantage les activités des diplomates libyens, indique-t-on dans la capitale américaine.

Par ailleurs, le gouvernement ouest-allemand affirme, pour la première fois, qu'il dispose d'éléments mettant en cause le « terrorisme international » comme responsable de l'attentat anti-américain de samedi (deux morts et 204 blessés), dans

une boîte fréquentée par les soldats américains.

Malgré la volonté renouvelée d'isoler le colonel libyen, la Maison-Blanche a évité d'attribuer directement à M. Mouammar Kadhafi la responsabilité de ces attentats anti-américains. (Certains membres du gouvernement ont été beaucoup moins scrupuleux).

« Nous continuons à travailler avec nos alliés européens (...) pour promouvoir une action unifiée sur des sanctions économiques et isoler Kadhafi politiquement. Nous soulignons qu'il s'agit vraiment d'un problème international, d'un problème mondial et pas seulement américain », a déclaré un porte-parole de la présidence, M. Edward Djerejian.

Cette série de « violences sans discrimination » peut être reliée aux « types d'activités terroristes

Voir page 8: Washington



Ronald Reagan

MISE EN GARDE DE ROBERT BOURASSA ET DU PRÉSIDENT DE GENERAL MOTORS

Deux conditions pour sauver Boisbriand : produire plus et de meilleure qualité

PIERRE O'NEILL

Le premier ministre du Québec et le président-directeur-général de General Motors préviennent les employés de Boisbriand : la fermeture de l'usine pourra être évitée à deux conditions : accroître sensiblement le taux de productivité et produire des autos de meilleure qualité.

Cette mise en garde, MM. Robert Bourassa et Georges Peapples l'ont formulé hier à l'occasion de la conférence de presse conjointe qu'ils ont donnée, après s'être entretenus pendant plus d'une heure sur le dossier de l'usine de Boisbriand. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Daniel Johnson, a également participé à cette rencontre qui s'est tenue au siège social de l'Hydro-Québec, boulevard Dorchester.

De fait, le premier ministre Bourassa a consacré l'essentiel de sa journée d'hier à discuter de l'avenir de l'usine de Boisbriand. Plus tôt, il avait reçu à ses bureaux, les porte-

parole des travailleurs, dont le président canadien des TUA, M. Claude Ducharme, le président de la FTQ, M. Louis Laberge et le conseiller technique des TUA, l'ex-ministre péquiste, M. Robert Dean. Au terme de ces entretiens, les journalistes ont eu droit à deux versions quelque peu différentes. Alors que le président de GM et le premier ministre s'entendaient pour dire que le sort de l'usine de Boisbriand dépendait du rendement des travailleurs, les dirigeants syndicaux mettaient en relief le fait que GM n'avait pas eu la conscience sociale de réinvestir ses profits dans la modernisation de l'usine et que le temps était venu pour cette multinationale de remplir ses obligations envers les Québécois, qui achètent 35 % des automobiles qui sortent de ces chaînes de montage.

Des déclarations du premier ministre et du président-directeur-général de General Motors-Canada, il ressort que rien n'est encore acquis et que les chances de sauver l'usine

Voir page 8: GM



Le dossier de l'usine GM, de Boisbriand, a accaparé hier la majeure partie de la journée du premier ministre Bourassa, qui a successivement reçu à ses bureaux de Montréal les dirigeants des Travailleurs unis de l'automobile, et M. George Peapples (à droite), président de GM Canada.

25 ANS APRÈS L'ÉRECTION DU MUR

III. Le passage des espions...

JEAN CHARTIER

LAUENBURG — Les soldats est-allemands, qui patrouillent le long de l'Elbe, nous examinent longuement et nous photographient au téléobjectif. À quelques mètres, une clôture. Parfaitement étanche. Les soldats n'ont pas la tête à rire, non plus qu'à répondre aux salutations.

Il y a rumeur qu'un saoulard a franchi cette première clôture pendant la nuit, avant de s'aventurer dans un immense terrain vague qui précède une deuxième clôture, haute de 10 mètres, deux kilomètres plus loin.

La frontière est-allemande, longue de 1.384 kilomètres, est probablement la plus étanche au monde. Les contrôles y sont plus nombreux que nulle part ailleurs. On n'y dénombre d'ailleurs qu'une dizaine de passages.

Jusqu'à récemment, une route passait ici qui permettait aux Allemands de l'Ouest de se rendre en Allemagne de l'Est de s'arrêter à Lauenburg. Il s'agissait de la route principale entre Berlin (située à quelque 240 kilomètres) et Hambourg, sise tout près, à 45 kilomètres. Depuis peu, une autoroute a été inaugurée et le trafic détourné. Au lieu de 2 millions de passages à l'ancien poste frontière de Lauenburg, on n'en a compté que 123.000 en 1985. Le chef de poste s'ennuie et le maire craint le déclin touristique. Déjà, les industriels se font prier pour s'établir dans cette zone où plus rien ne se passe.

Le maire de Lauenburg, M. Hauke Mattieszen, trépine. « C'est la première fois depuis des mois qu'il y a un incident ici. C'est à croire que c'est exprès pour les journalistes. » Jamais, les soldats est-allemands ne sont venus aussi près du point d'observation ouest-allemand. Plus loin, au poste frontalier, il y aura aussi recrudescence

de jeunes soldats ouest-allemands.

Le chef du poste expliquera qu'un incident de frontière est survenu à deux heures et demie du matin. Une automobile arrivait d'Allemagne de l'Ouest. Elle s'est approchée du poste ouest-allemand. Plutôt que de s'arrêter, le chauffeur a soudainement accéléré et franchi la frontière à vive allure.

Les militaires d'Allemagne de l'Est prétendent qu'ils ont aussi été pris par surprise. À leurs deux postes de contrôle. S'il s'était agi d'intrus, il est évident qu'ils auraient vite été repérés par la sûreté est-allemande, estime-t-on ici. En fait, il s'agissait plus probablement d'espions qui sont rentrés à l'Est, incognito.

Le maire de Lauenburg va chercher des subventions par dizaines de millions de DM pour restaurer le village, perfectionner l'infrastructure touristique, pour drager l'Elbe, et quoi encore. Lauenburg doit contraster avec l'Allemagne de l'Est. Avant 1864, le village était danois; puis, il fit partie de la Prusse. Un Lauenbourgeois a d'ailleurs élevé derrière sa BMW l'appellation Bavaria. À la place, il a baptisé ce type d'auto « Preussien ». En raison de l'Elbe, les alliés ont considéré que Lauenburg appartenait à l'Allemagne de l'Ouest.

Le maire explique qu'il a cherché à jumeler le village d'en face, Boizenburg, en Allemagne de l'Est, à Lauenburg. Il s'est rendu en Allemagne de l'Est et a tenté de rencontrer le maire de la ville voisine. Les douaniers est-allemands lui ont demandé ce qu'il voulait précisément et par hasard, quand il s'est rendu à l'hôtel de ville, le maire était absent. Il y est retourné une deuxième fois pour se faire expliquer, par le maire cette fois, que le jumelage était impossible. Ce furent là les deux seuls voyages de M. Mattieszen en Allemagne de l'Est.

Voir page 8: Espions



On dit de la frontière est-allemande qu'elle est la plus étanche au monde. Une dizaine de passages, seulement, sur 1.384 kilomètres. Les contrôles y sont de plus particulièrement serrés.

CULTURE

BERGMAN À QUÉBEC

Le cinéaste et homme de théâtre suédois de renommée mondiale Ingmar Bergman participera à la seconde édition de la Quinzaine internationale de théâtre de Québec, en juin prochain. Ingmar Bergman proposera sa récente mise en scène de *Mademoiselle Julie* de Strindberg. C'est la première fois que l'homme de théâtre suédois présente une de ses mises en scène théâtrales en Amérique. Page 5

ECONOMIE

L'ALLEMAGNE AU SORTIR DE LA RÉCESSION (2)

Duisburg représente la capitale mondiale de l'acier. Probablement tout aussi polluée que Pittsburgh aux États-Unis, elle a réussi, elle, sa modernisation accélérée. L'industrie de l'acier allemande est sortie rajeunie de la crise qui a secoué cette industrie partout dans le monde pendant 10 ans. Page 9

LA CVMQ PLUS LIBÉRALE

Le comité consultatif formé par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vue de la réforme des exigences d'information des émetteurs assujettis propose un assouplissement de la réglementation. Page 9

SICO VISE \$ 200 MILLIONS

Forte d'une augmentation de ses ventes de 70 % en 1985 — \$ 109 millions —, la société québécoise ouverte Sico vise maintenant les \$ 200 millions. Page 11

Le silencieux

LA RAISON la meilleure du plus faible n'a pas le meilleur sur le plus fort.

J'intimide le gaillard de haute taille dans une discussion; je lui parle la tête haute; et lui me réplique tête basse.

L'écho est le miroir de la voix qui réfléchit avant de nous répéter.

— ALBERT BRIE

MARCHE

DE L'ÉLECTRONIQUE

1138 Avenue BEAUMONT Tél.: 735-1161

Nous avons ce qu'il vous faut,
"Ça c'est certain!"

Ville Mont-Royal
(Centre d'achat Place Beaumont)

- 512 K de mémoire vive
- 2 lecteurs de disquettes
- Sortie parallèle
- Carte vidéo graphique ou monochrome
- 1 clavier no 5151 (style traitement de texte)
- 8 ports d'expansion (5 de libre)
- Sortie RS 232 et horloge calendrier
- Port de "Joystick"
- Moniteur ambre inclus

\$2199⁰⁰

6060 Métropolitain est.
Sortie Lacadaire
(Stationnement à l'arrière)
Tél. 253-1122

999, boul. Taschereau
Greenfield Park
(Centre Commercial le Square Sud)
Tél. 466-1555

3460, boul. des Sources
Dollard des Ormeaux
(Place du Marché)
Tél. 685-3600

381, boul. des Laurentides
Laval, Pont-Viau
(à côté de la pharmacie Jean Coutu)
Tél. 669-0809

1 an de garantie
Pièces et main d'œuvre

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ Washington

que M. Kadhafi a soutenu par le passé», a-t-il ajouté.

M. Djerejian a cependant noté : « nous réservons notre jugement sur le fait de savoir qui est responsable », une attitude de prudence déjà adoptée ces derniers jours dans l'entourage présidentiel.

L'ambassadeur des États-Unis en RFA, M. Richard Burt, s'est montré plus direct en déclarant pour sa part hier à la chaîne de télévision NBC qu'il y avait de « très nettes indications » d'une implication libyenne dans l'attentat de Berlin-Ouest.

Il a appelé à « l'excommunication » politique et diplomatique de M. Kadhafi en soulignant que les diplomates américains étaient « déjà en train de parler aux Européens » de la « menace » libyenne.

Washington souhaite manifestement profiter des derniers attentats pour obtenir de ses alliés européens davantage de coopération dans sa campagne anti-terroriste et anti-libyenne qu'à la suite des attentats de décembre dernier aux aéroports de Rome et de Vienne, notent les observateurs.

Plusieurs responsables américains ont souligné au cours du week-end qu'une concertation internationale était indispensable dans ce domaine et Washington devrait mater ce thème jusqu'au sommet industriel de Tokyo début mai, notent-ils dans les milieux diplomatiques.

« Nombre de nos amis et alliés sont plutôt lents » en ce qui concerne la mise en place de mesures pour punir les pays qui soutiennent le terrorisme, a notamment déclaré le directeur de la CIA, M. William Casey, lors d'une de ses rares allocutions publiques.

« Nous pouvons seulement espérer et croire que le récent caractère outrancier des attaques terroristes dans tous les pays va stimuler une coopération de ce type », a ajouté M. Casey.

M. Robert Oakley, responsable de la lutte anti-terroriste au département d'État, a affirmé de son côté que la campagne contre Tripoli n'était pas une « croisade » ou une « obsession » américaines, mais concernait tous les pays menacés par le terrorisme. Selon lui, sur 928 personnes tuées lors d'incidents terroristes en 1986 à travers le monde, seulement 23 étaient des Américains.

Le président américain, qui s'est penché sur ce problème hier avec ses conseillers à la Maison-Blanche, devrait pour sa part de nouveau demander aux grands pays industriels début mai à Tokyo de s'associer aux sanctions économiques américaines contre Tripoli, ce que ces pays avaient refusé de faire début janvier.

À Bonn d'autre part, un porte-parole du ministère de l'Intérieur a déclaré que la piste conduisait vers l'étranger et que les autorités de la RFA ne disposaient par contre d'aucun indice permettant de conclure à une responsabilité de terroristes ouest-allemands dans cette explosion.

Les porte-parole du gouvernement se sont refusés à toute précision, tant sur les indications dont Bonn dispose pour mettre en cause le terrorisme international, que sur le ou les pays qui pourraient être commanditaires ou co-responsables de cet attentat.

Ils ont notamment refusé de répondre aux questions des journalistes qui les interrogeaient sur une possible piste libyenne, apparem-

ment retenue par les autorités américaines et par les enquêteurs ouest-allemands à Berlin-Ouest.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, M. Juergen Chrobog, a indiqué que Bonn travaillait en étroite coopération avec Washington sur cette affaire.

Il a ajouté que Bonn n'hésiterait pas à prendre toutes les mesures qui s'imposent dans le cas où se trouverait établie l'implication d'un pays étranger.

Un groupe de travail spécial a été créé samedi au ministère des Affaires étrangères pour étudier les indices permettant de conclure à la responsabilité d'un pays étranger.

Dans le même temps, l'enquête de la police berlinoise — une commission spéciale de 100 hommes soutenue par l'Office fédéral de la police judiciaire (BKA) — et des Américains semble marquer le pas.

Le parquet régional a offert 150.000 DM (environ \$ 62.500 US) de récompense à ceux qui fourniraient à la police des indications permettant l'arrestation du ou des responsables de l'explosion qui a ravagé la discothèque « La Belle » au cours du week-end.

◆ GM

de Boisbriand demeurent relativement maigres. De cet entretien, M. Bourassa a dit avoir compris que la décision n'est pas encore prise et il s'est dit « modérément optimiste ».

Pour sa part, M. Peapples s'en est pris à l'attitude des travailleurs, qui ne s'impliquent pas suffisamment, selon lui, dans l'accomplissement de leur travail. Il a notamment référé à une étude menée par GM et qui tend à démontrer que les automobiles qui sortent de Boisbriand sont les plus mal construites de toutes les usines nord-américaines de GM.

M. Peapples reconnaît que le climat des relations de travail s'est sensiblement amélioré à l'usine de Boisbriand mais il lui apparaît que c'est nettement insuffisant pour convaincre GM de poursuivre les activités et d'investir dans la modernisation de l'entreprise. Plus encore, il prévient que les travailleurs ont tout au plus six mois pour changer d'attitude et atteindre un taux raisonnable de productivité et de qualité, sans quoi, ce sera la fermeture. « Ce n'est pas du chantage, c'est une question de concurrence ».

Ce jugement sévère porté par le président de GM à l'égard des travailleurs de Boisbriand, M. Bourassa a donné l'impression de le justifier, faisant valoir que le marché est beaucoup plus compétitif qu'il y dix ans et que pour survivre dans ce nouveau monde économique, il faut mettre l'accent sur la productivité et la qualité du produit. « C'est l'application des lois du marché ».

Cela dit, le premier ministre s'est dit convaincu que si les travailleurs de Boisbriand parviennent à relever ce défi, General Motors envisagera sérieusement d'investir dans la modernisation de l'usine. Robert Bourassa s'engage à faire tout en son pouvoir pour sauver l'entreprise et il sollicitera un entretien sur cette question avec le premier ministre Mulroney. « Conserver cette entreprise va constituer un test important, pour le gouvernement, les travailleurs, les employeurs et l'ensemble de la société québécoise ».

Les dirigeants syndicaux refusent que l'on accable ainsi les travailleurs de Boisbriand et l'on tente de faire croire qu'ils sont les seuls à blâmer. Pour MM. Louis Laberge et Claude Ducharme, les problèmes de relations de travail sont à peu près disparus, surtout depuis que la compagnie a décidé de muter le gérant de l'usine. Le président national des TUA, M. Peter White, ne voit pas pourquoi GM n'investirait pas \$ 400 millions à la modernisation de Bois-

briand quand il vient d'annoncer son intention d'investir \$2 milliards dans sa nouvelle usine d'Oshawa. Il ne fait pas doute pour Claude Ducharme, que le Québec a droit à sa juste part des investissements de GM. Quant à Louis Laberge, il s'attend à ce que Robert Bourassa trouve les moyens de convaincre GM, considérant les conséquences néfastes que la fermeture de l'usine de Boisbriand pour l'économie de la région de Montréal et de tout le Québec. « GM de Boisbriand, c'est dix fois Hyundai ».

◆ États généraux

chez-nous explique sans doute le phénomène.

Ces assises ne marquent pourtant pas le début de la participation populaire en éducation au Québec. Les Québécois ont la mémoire courte. Ainsi, la consultation sur le Livre vert du ministre de l'Éducation d'aujourd'hui, M. Jacques-Yvan Morin, avait donné lieu, en 1977-1978, à une participation moins spectaculaire certes mais tout aussi, sinon plus riche : quelques 500 organismes avaient présenté des mémoires et plus de 24.000 personnes avaient pris la peine de répondre individuellement au questionnaire qui accompagnait le Livre vert. Et pourtant, le climat était à la méfiance!

Notre collègue Gérard LeBlanc de La Presse vient de publier un merveilleux petit ouvrage sur l'école dans lequel il rappelle qu'en 1971 il avait couvert pour LE DEVOIR, « les 36 heures d'Environnement éducatif » à la Cité des jeunes de Vaudreuil : plus de 2000 personnes y participèrent!

Les 6000 personnes réunies au Palais des congrès devaient donc faire « le point sur les forces et les faiblesses du système d'enseignement ». Faire le point, c'est « préciser la situation où l'on se trouve ». À cet égard, il est douteux les États généraux aient atteint l'objectif fixé. Car « pour faire le point », il faut un minimum d'instruments d'analyse et de méthode. Or l'un et l'autre ont fait terriblement défaut. Aussi, les ateliers ont-ils donné lieu le plus souvent à une série de témoignages, d'expressions d'opinions intéressantes mais disparates, pour tout dire à une sorte de « happening » de la parole dont le sens et la cohérence demeurent encore à trouver. Après deux heures trente de monologues sur ce qu'est une éducation de qualité, — le thème central des assises — bien malin celui qui aurait pu en fournir une définition claire. Visiblement, on n'a pas réussi à formuler à l'intention des participants une « pédagogie » efficace pour ce type de rencontre.

À la suite de la phase régionale des États généraux, les responsables ont constaté qu'il leur était « impossible de dégager une synthèse générale de l'ensemble des rapports ». Bel aveu. Il y a fort à parier que les compilations des rapports des 64 ateliers de la semaine dernière aboutiront au même constat.

Les États généraux avaient comme second objectif de permettre aux participants de travailler dans un « cadre de partenariat dans le respect de l'autonomie de chacun des organismes ». C'est ici, sans doute, que les États généraux ont été le plus prophétiques, annonciateurs d'une réalité nouvelle ou plutôt d'une réalité retrouvée. Car la concertation a déjà existé au Québec, il n'y a pas si longtemps encore. L'un des premiers sous-ministres de l'Éducation du Québec, M. Yves Martin, rappelle dans son ouvrage de Gérard LeBlanc cette époque d'avant 1970, où la concertation était nourrie par le comité du plan de développement scolaire où les divers agents s'entendaient sur les grands gestes à poser.

En dépit du caractère décousu des échanges de la semaine dernière, une chose est remarquable : chacun a pu parler à chacun, dans ses propres mots, avec ses propres expériences et attentes. Et on ne s'est pas dit que des « mots doux ». On a fait la preuve qu'on pouvait se parler.

Les États généraux constituent à cet égard l'aboutissement d'un long processus de « négociation » sociale dont les germes remontent aux ministres de l'Éducation Jacques-Yvan Morin et Camille Laurin. Tous deux, à la suite précisément de la consultation sur le livre Vert, ont sans relâche, mais sans succès, insisté sur la nécessité pour les intervenants de recommencer à se parler. En un sens, les États généraux constituent un des fruits les plus tangibles des projets de loi 40 et 3.

Le véritable test du « partenariat » reste encore à venir. C'est dans chaque école que l'on pourra mesurer le sort de la promesse faite par les « douze » grands du monde scolaire à la séance de clôture, samedi matin. On oublie que les « conseils d'orientation » datent déjà de 1980. La loi de l'Instruction publique en permet toujours la création. Ils attendent justement des partenaires.

Le troisième objectif de ces assises consistait « à se donner des balises pour l'avenir dans le but d'accroître la qualité des services à la clientèle scolaire ». On connaît déjà le consensus officiel de cette rencontre. Il tient en trois mots : « stabilité, formation de base, partenariat ».

Pour apprécier ce résultat, il faut revenir à la méthode de travail des États généraux. À cet égard, la promesse que contenait l'expression « États généraux » n'a pas été remplie. Elle aura servi essentiellement de slogan publicitaire. Cette rencontre n'aura été qu'un super colloque classique. On n'y a rien décidé du tout. Aussi, le troisième objectif qui consistait à « vouloir » se donner « des balises n'en était pas vraiment un. Le consensus des chefs des grands organismes du milieu demeurent que le consensus porte aussi sur des mots, au mieux un esprit, plutôt que sur des réalités. On l'a senti dès samedi matin au cours de la séance de clôture. Car que veut dire la « stabilité » quand du même souffle, on reconnaît que des changements sont

encore nécessaires pour améliorer la qualité de l'éducation? Et pour changer quoi au juste? Cela, les États généraux ne l'ont pas dit.

On veut améliorer la « formation de base ». Ici encore, les organisateurs des États généraux et les « douze » ont la mémoire bien courte. Déjà en 1975, le ministre François Cloutier plantait les premiers jalons d'une réforme qui visait précisément cet objectif. Le Livre vert de 1977 proposait spécifiquement le « resserrement pédagogique, une plus grande importance donnée à la formation générale ». La consultation publique devait indiquer qu'on se ralliait largement à cet objectif. Puis en 1981, l'adoption du régime pédagogique se faisait officiellement sous le « signe de retour à l'essentiel » et on publiait le même jour une nouvelle politique d'évaluation dont la mise en place n'est même pas terminée.

« Stabilité », « formation de base ». Pour l'instant, ces mots ressemblent à des slogans. Reste le troisième terme du consensus : le « partenariat ». C'est la véritable promesse de ces assises. Mais ce n'est encore qu'une promesse.

◆ Espions

Le maire déclare : « Le rideau de fer est tombé il y a 35 ans et il a bloqué les échanges avec les anciennes villes commerçantes. Nous vivions ici dans l'axe Berlin-Hambourg et maintenant, ce n'est plus que la fin de la route. L'établissement d'industries n'est plus possible. Il n'y a pas d'arrière-pays. » L'axe de développement de l'Allemagne de l'Ouest dorénavant, c'est l'axe Nord-Sud, l'axe Hambourg, Hanovre, Essen, Francfort et Munich, l'axe de l'autoroute.

Sur les berges de l'Elbe, nous regardons descendre les glaces. Une barge remonte le fleuve et traversera l'Allemagne de l'Est, remontera vers la Pologne et la Tchécoslovaquie, explique le maire. En sens inverse, elle va à Hambourg ou dans la vallée de la Ruhr. Une route vieille de plusieurs siècles.

Les marchandises d'Allemagne de l'Est, elles, arrivent plutôt par train; les cheminots qui y sont affectés, raconte-t-on, sont tous regroupés dans un même village en Allemagne de l'Est en plus d'être frappés d'interdiction de fréquenter les bistros à l'extérieur de leur village. Les historiens foisonnent sur le régime dur et l'isolement pour ceux qui viennent à l'Ouest.

Les deux Allemagnes échangent 16 milliards de DM en marchandise à chaque année. C'est peu en regard des exportations totales de l'Allemagne de l'Ouest qui ont atteint 534 milliards de DM en 1985, mais c'est dix fois plus qu'avec le Canada.

Pour l'Allemagne de l'Est, 8 milliards de DM d'exportation, c'est énorme. Ce sont les deux banques centrales qui paient les vendeurs dans leurs pays respectifs.

M. Thomas Hardieck, de l'Office fiduciaire pour le commerce et l'industrie de Berlin-Ouest, précisera que l'Allemagne de l'Est ne paie pas en devises mais en marchandises. Chaque achat est payé bien qu'au-delà de la frontière, il n'y ait que la marchandise qui passe. La Staatsbank d'Allemagne de l'Est paie les entreprises exportatrices et la Deutsche Bundesbank paie les firmes ouest-allemandes vendant des produits métallurgiques ou chimiques à l'Allemagne de l'Est.

C'est là le principal effort pour ouvrir les frontières. L'Allemagne de l'Ouest a accordé une ligne de crédit de 850 millions de DM à l'Allemagne de l'Est récemment et en contrepartie a obtenu le retrait des tirs automatiques à la clôture de frontière. Pour l'Allemagne de l'Est, l'Allemagne de l'Ouest représente un partenaire commercial presque aussi important que l'Union soviétique. Les tiers des marchandises exportées de l'Est à l'Ouest passe par Berlin-Ouest. La CEE cherche toutefois à freiner les entrées de textiles d'acier, de bois, de produits agricoles, de verre pour éviter le dumping.

Certains secteurs névralgiques, comme les fibres optiques et les ordinateurs, sont aussi surveillés étroitement avant l'expédition vers l'Allemagne de l'Est. On raconte que pour équilibrer leur balance commerciale, les Allemands de l'Est vendent tables, chaises et meubles à la moitié du prix coûtant à des importateurs ouest-allemands, tandis que les mêmes articles voient leur prix de vente majorés en Allemagne de l'Est afin que l'entreprise ne soit pas déficitaire au bout du compte. On ajoute que les produits de meilleure qualité sont expédiés à l'Ouest tandis que les articles défectueux sont vendus plus chers à l'Est.

La structure du commerce inter-allemand date de 1951. Elle remonte au traité de Berlin. À Berlin-Est, la délégation ouest-allemande omettra, elle, de s'occuper de ces questions commerciales. Elle prendra plutôt soin des requêtes personnelles comme les cas d'emprisonnement. Cent quarante Allemands de l'Ouest sont emprisonnés présentement à Berlin-Est.

Le docteur Christoph Derik explique l'un de ces cas : un boucher habitant près du mur à Berlin-Ouest, dans le quartier Kreuzberg, est monté sur le mur, un samedi soir, après avoir trop bu. Il a salué de la main les soldats stationnés un peu plus loin, leur a fait quelques grimaces. Puis il a perdu pied et est tombé de l'autre côté du mur. Il a commis un geste illégal, disent les Allemands de l'Est, en franchissant le mur et en conséquence a été condamné à huit mois de prison par la justice de Berlin-Est.

Néanmoins, en dépit du mur et du rideau de fer double, il y a eu 23,5 millions de personnes en transit entre les deux Allemagnes l'an dernier. À Berlin-Est, la délégation de l'Ouest donne des réceptions fréquemment et y invite des Allemands de l'Est. Elle se maintient ainsi en contact avec les artistes, les poètes et les enseignants d'Églises notamment. Il est toutefois difficile d'établir des contacts avec les membres du Parti communiste.

On sait que le bureau politique se

Ottawa pourrait bloquer l'achat de Genstar par Imasco

OTTAWA (PC) — Si le gouvernement conservateur réussit à faire adopter un projet de loi qui a déposé hier aux Communes, Imasco Ltd. ne pourra pas acquérir Genstar Corp. sans son autorisation.

Selon le projet de loi soumis par le ministre d'État aux Finances, Mme Barbara McDougall, cette dernière peut empêcher une société d'acquérir plus de 10 % des actions d'une institution financière; la loi sera en outre rétroactive à novembre 1985.

Un groupe de conservateurs de l'arrière-ban, opposés à la mainmise d'Imasco, a jugé que ce n'était pas suffisant. Leur chef de file, le député Paul McCrossan, a fait savoir qu'il désirait l'étude immédiate du projet de loi, un débat avant la conclusion de la mainmise et l'interdiction pure et simple de cette mainmise.

On aurait cru à une mini-révolte quand M. McCrossan a demandé au président de la Chambre, M. John Bosley, de permettre un débat d'urgence sur la question. Il a abandonné sa demande quand le leader du gouvernement en Chambre, M. Ray Hnatyshyn, a promis un débat expéditif.

Ce que craignent les députés conservateurs, c'est qu'avec la mainmise sur Genstar, la société mont-

réalise Imasco acquière aussi la filiale Canada Trust, la plus importante société de fiducie au pays. Imasco pourra ensuite financer ses opérations avec des fonds obtenus de Canada Trust, sans tenir compte des intérêts des déposants.

Mme McDougall a non seulement refusé obstinément de prendre la moindre décision sur-le-champ, mais a indiqué qu'elle pourrait même permettre à Imasco d'acquérir jusqu'à 50 % de Genstar, ainsi que l'a suggéré le comité des finances des Communes. Imasco veut devenir unique propriétaire de Genstar.

Par ailleurs, l'Association bancaire canadienne s'est prononcée en faveur d'un gel de la transaction pendant qu'un comité des Communes réviserait au complet la question des compagnies d'assurance et des sociétés de fiducie se trouvant entre les mains d'entreprises de gestion diversifiées non financières.

La transaction envisagée par Imasco, a souligné le groupe, va à l'encontre d'un principe fondamental du système bancaire canadien : on doit maintenir une séparation entre les services financiers et les activités de tout autre secteur de l'économie.

AFFAIRES EXTÉRIEURES Les fonctionnaires cherchent à contourner la Loi sur l'information

MICHEL ARSENEAULT

On cherche trop souvent à mettre des bâtons dans les roues à ceux qui cherchent à obtenir des documents du ministère des Affaires extérieures en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, indique un rapport de l'ex-député conservateur Gerald Baldwin.

« L'attitude des cadres supérieurs du ministère est, de manière générale, assez décevante », note le document dont LE DEVOIR a obtenu copie.

« La communication des documents se déroule principalement dans une atmosphère hostile, en particulier pour les demandes en provenance des médias », ajoute le rapport. « Les responsables ont eu tendance à se prononcer contre la communication des documents ou à autoriser la communication de documents si amputés qu'ils sont inutiles pour l'auteur de la demande ».

Les responsables du ministère des Affaires extérieures, signale l'auteur du rapport, semblent avoir « omis de prendre connaissance » des directives du ministère qui précisent que l'embaras pouvant résulter de la divulgation d'un document n'est pas un motif suffisant pour en interdire la communication.

M. Baldwin, un des « pères » de la Loi sur l'accès à l'information, relève que les fonctionnaires, puisqu'ils ne peuvent s'objecter à la Loi, cherchent à la court-circuiter. « S'ils ne

peuvent pas s'opposer ouvertement à la Loi, ils peuvent très bien la contourner », souligne M. Baldwin.

Le ministère exige trop souvent de longs délais et des frais exorbitants pour donner suite aux requêtes. « Dans de nombreux cas, note M. Baldwin, ces documents ont été retenus beaucoup trop longtemps dans l'intention de décourager l'auteur de la demande ».

M. Baldwin ne se montre pas très optimiste quant aux changements qui pourraient intervenir au siège de la diplomatie canadienne : « Je suis fermement convaincu que bon nombre des fonctionnaires concernés ne changeront jamais leur point de vue et qu'il faudra attendre l'arrivée d'une nouvelle vague de fonctionnaires imprégnés de la philosophie et des avantages que présente un gouvernement transparent avant que le ministère se montre réellement disposé à accepter complètement la Loi ».

M. Baldwin émet tout de même une série de six recommandations exhortant notamment le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, à émettre des directives claires exigeant l'application intégrale de la Loi.

Le rapport, *Analyse de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels* telles qu'elles s'appliquent au ministère des Affaires extérieures, a été remis, en janvier dernier, à M. Clark.

« L'AFFAIRE RABILOTTA » L'opposition veut des éclaircissements

MICHEL ARSENEAULT

L'opposition cherchera, aujourd'hui à Ottawa, à obtenir des précisions sur les procédures engagées contre le journaliste argentin Alberto Rabiotta, accusé d'être une menace à la sécurité du Canada.

Le critique néo-démocrate en matière de justice, M. Svend Robinson, a indiqué qu'il exigerait du solliciteur général, M. Perrin Beatty, des précisions sur les démarches entreprises à l'encontre de M. Rabiotta, correspondant montréalais de l'agence cubaine Prensa Latina.

« J'ai peur — je n'ai pas de preuves — que c'est une continuation du harcèlement de journalistes de gauche, comme M. (Victor) Regalado », nous a déclaré M. Robinson.

(Journaliste salvadorien, M. Regalado a demandé le statut de réfugié politique à son arrivée à Montréal en janvier 1982. Bien qu'il ait accordé le statut de réfugié à M. Regalado, le gouvernement canadien, sur la foi d'informations relevant des services canadiens de renseignement, soutient que le ressortissant salvadorien ne peut demeurer au pays parce qu'il aurait comploté

pour renverser un gouvernement. M. Regalado est en liberté mais toujours sous le coup d'un ordre de déportation.)

Une porte-parole de M. Robert Kaplan, critique libéral en matière de justice, a affirmé que l'ex-solliciteur général demanderait lui aussi des éclaircissements à M. Beatty.

On a refusé, hier au bureau du solliciteur général, de répondre aux questions du DEVOIR, qu'on a renvoyé au secrétariat d'État.

On a refusé, au bureau du secrétaire d'État, M. Benoit Bouchard, de répondre aux questions du DEVOIR.

Une fonctionnaire du secrétariat d'État, Mme Catherine Lane, s'est bornée à indiquer que le ressortissant argentin, qui a épousé une Canadienne, avait présenté sa demande de citoyenneté en 1977.

M. Bouchard, ministre responsable de la Loi sur la citoyenneté, a fait savoir la semaine dernière qu'il était d'avis que la citoyenneté canadienne ne devrait pas être accordée à M. Rabiotta parce que ce dernier constituait une menace à la sécurité du Canada.

Installé au Canada depuis 1970 et ayant le statut d'immigrant reçu, M. Rabiotta risque d'être expulsé.

Par ailleurs, un porte-parole du Service canadien de renseignements de sécurité (SCRS), M. Jean-Louis Gagnon, a refusé de commenter les révélations d'un quotidien montréalais qui, rapportant les propos d'un membre du SCRS, affirmait dimanche que M. Rabiotta travaillait pour le compte des services cubains de renseignement.

« On prétend qu'il y a un type qui aurait dit ça (...) Je ne peux ni confirmer ni infirmer », nous a déclaré M. Gagnon.

Enfin, on a appris hier que M. Rabiotta avait décidé de retenir les services de l'avocat montréalais Denis Racicot.

AUJOURD'HUI

« L'obésité et l'anorexie ont-elles un point commun ? » : tel sera le thème abordé dans le cadre des lunchs du mardi au « Y » des femmes, en compagnie de Mme Dominique L'Archevêque, travailleuse sociale, de midi 15 à 13 h 30. Rendez-vous au 1355, boulevard Dorchester ouest, 866-9941.

La Société d'étude et de conférences reçoit Mme Yvonne Riolland-Morissette, relationniste, qui parlera de « l'odyssée d'une jeune émigrante dans l'Ouest canadien en 1912 », à 14 h à l'auditorium de la Banque royale, 849-0854.

Un conte poétique porté au cinéma, *Jonathan le goéland*, sera présenté à l'auditorium du pavillon Jeanne-Mance de l'Hôtel-Dieu de Montréal (3840, rue Saint-Urbain), dans le cadre de la réunion mensuelle de Vie nouvelle, un organisme qui regroupe des gens atteints de cancer et qui s'en sont guéris, 669-2984.

La section Maison-rose de Rosemont de l'Association du diabète du Québec invite tous les diabétiques ainsi que leurs parents et amis à sa prochaine conférence, à 19 h au pavillon Rosemont (5689, boulevard Rosemont). Le Dr Denis Burrelle, cardiologue, parlera de l'insuffisance coronarienne et du diabète, 352-5902.

Dans le cadre de son festival de films sur le développement international, l'Atelier Sud-Nord présente *L'Eau, un risque nécessaire et Alternatives*, au pavillon 2375, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, à midi 30, local 3070, et *La Double Journée de travail* au local 3290 du pavillon Jean-Brillant à midi 30.

La direction du collège Ahuntsic désire rappeler à sa clientèle que la session du printemps débute présentement. Il y a encore des places libres. Il y a bain libre les lundis, mercredis et vendredis de 20 h à 21 h 30 et les dimanches de 14 h à 16 h. Les enfants sont admis le vendredi et le dimanche.

Les élèves des Ateliers culturels de Longueuil présentent un récital de guitare classique, à 19 h 30 au Centre culturel (100, rue Saint-Laurent ouest), 646-8392.

« Théorie et pratique de la non-violence » : tel sera le thème de la conférence de M. Jean Gass, du Mouvement international de réconciliation, à l'Université de Montréal (3200, rue Jean-Brillant, salle 4345) à 19 h 30. 932-8077 ou 739-0006.

Formation 2000 offre un colloque intitulé « Croissance personnelle et efficacité au travail », ces 8, 9 et 10 avril, 656-8269.

Dernière d'une série de rencontres avec le père Jean-Pierre Prévost, monfortain, intitulée « L'Apocalypse, c'est pas la fin du monde ». Rendez-vous au Gesù (1200, rue de Bleury) à 19 h 30, 866-2305.

Le Centre Saint-Pierre (1212, rue Panet) inaugure une session sur le thème « Nouvelles avenues pour la paroisse », à 19 h, avec Maurice Comeau, prêtre-curé, comme personne-ressource, 524-3561, poste 303.

Séminaire organisé par IBM Canada sur l'informatique, au salon des clients-cadres (5, place Ville-Marie), 465-6600.

La Société des traducteurs du Québec organise un colloque intitulé « Le français dans l'entreprise et la gestion des services linguistiques », au centre Sheraton (1201, boulevard Dorchester ouest), 861-1783.

La Société canadienne du stress tient, à compter de ce mardi, de 18 h 30 à 20 h, une session de huit semaines d'apprentissage à la méthode de relaxation Jacobson, 527-3523.

Centraide invite le public à une réunion sur la préparation d'une soumission à la Commission fédérale sur les services de garde à l'enfance. Rendez-vous à 19 h 30 au YMCA de NDG (4335, rue Hampton), 484-1471.

Lise Pelletier, spécialiste en comportement alimentaire, invite les gens intéressés à une soirée d'information, dès 19 h 30 à l'auberge Universelle, 653-7730.

Concertation-Femmes vous invite à un échange sur la condition des femmes de 45 ans et plus, à 10 h au 12137, rue du Bois-de-Boulogne, 336-3733.

L'Association québécoise des parents et amis du malade mental invite les personnes intéressées à sa réunion mensuelle d'échange, à 20 h au pavillon Mailloche de l'hôpital Notre-Dame, 524-7131.

« Peut-on avoir des fruits et légumes sans insectes ? » : tel est le thème qu'a abordé M. Domingos de Oliveira, entomologiste et écologiste du département de biologie de l'UQAM, à 20 h à l'amphithéâtre du Jardin botanique.

La Fédération des non-fumeurs du Québec vous convie à des conférences qui ont lieu les lundis à 19 h au 87, rue Sainte-Elizabeth, à Longueuil (851-8247), les mardis à 19 h au 822, rue Sherbrooke est (521-1601), et les mercredis à 19 h au 8185, boulevard Taschereau, à Brossard (445-4947).